

L'Europe affame la Grèce : ça va continuer longtemps comme ça ?

écrit par Hoplite | 19 février 2016



REPORTAGE : Menacés par la famine, comme pendant la Seconde Guerre mondiale, les Grecs ont l'impression de replonger dans la dictature. Economique, cette fois.

Tous les jours, la même scène : à midi, une foule silencieuse se presse devant les grilles de la mairie d'Athènes, à deux pas de la place Omonia. Combien sont-ils ? Une centaine ? Bien plus encore ? «*Le soir, ils sont deux à trois fois plus nombreux*», soupire Xanthi, une jeune femme rousse, chargée par la mairie «*de gérer la foule*». L'ambiance est tendue quand les grilles s'ouvrent enfin, et qu'une longue cohorte se forme jusqu'au stand où l'on distribue un Coca-Cola light et une sorte de purée de patates dans une gamelle en plastique.

Certains tentent de doubler, d'autres de repasser une seconde fois. Il y a des cris, des disputes, tout doit aller très vite : la distribution ne dure qu'une demi-heure. Et tant pis pour les retardataires ! Gestes fébriles, regards fuyants, ils s'accrochent à leur repas qu'ils avalent rapidement assis dans la cour. Au milieu des quelques marginaux et des vieillards aux vêtements usés, on remarque tout de suite cette nouvelle catégorie de citoyens jusqu'à présent peu habitués à quémander sa nourriture. La plupart d'entre eux refusent de parler aux journalistes, détournent la tête dès qu'on les aborde. «*Ils ont honte*», confie Sotiris, 55 ans, qui s'est retrouvé au chômage après avoir travaillé vingt ans dans une compagnie de sécurité. «*Mais en Grèce, les allocations chômage ne durent qu'un an*», rappelle-t-

il. Tirant nerveusement sur sa cigarette, il évoque sa femme, malade du cancer et alitée, ses deux fils, aussi au chômage, qui vivent sous le même toit. *«Que va-t-on devenir ? Je n'ai plus d'argent et je ne peux même plus payer les traites pour mon appartement ! Bientôt, ils viendront le saisir»*, s'affole-t-il. Juste avant de partir, il demande un euro, murmurant : *«Juste pour un café. J'en ai oublié le goût.»*

Années fastes. En Grèce, on les appelle les *«néopauvres»*, ou encore les *«SDF avec iPhone»* : des salariés virés d'une des nombreuses PME qui ont fait faillite, des fonctionnaires licenciés à la suite des mesures d'austérité prises depuis deux ans. Tous se sont retrouvés au chômage, alors que les crédits à la consommation les avaient poussés à se surendetter pendant les années fastes. Qui ne sont pas si loin : entre 2000 et 2007, la Grèce affichait encore un taux de croissance prometteur de 4,2%. Puis la crise bancaire de 2008 et l'annonce coup de tonnerre d'un déficit budgétaire record de 12,7% du PIB fin 2009 ont fait s'effondrer, comme un château de cartes, une économie aux bases trop fragiles pour résister au jeu spéculatif des marchés.

Premier pays *«dégradé»* d'Europe, la Grèce est aujourd'hui le plus mal noté par les agences financières. Travail au noir, fraude fiscale, administration inefficace : les maux sont connus et une grande partie de la population accepte la nécessité des réformes structurelles exigées par *«Merkozy»*, comme on appelle ici le tandem Angela Merkel-Nicolas Sarkozy, qui domine les négociations à Bruxelles. Mais les plans d'austérité imposés au pays depuis le printemps 2010 passent mal. Ils frappent en priorité les salariés et les retraités, qui ont vu leurs revenus diminuer, voire disparaître quand ils ont été licenciés, et leurs impôts, prélevés à la source, augmenter de façon exponentielle. Résultat ? En deux ans, le nombre de sans-domicile-fixe a augmenté de 25% et la faim est devenue une préoccupation quotidienne pour certains.

«J'ai commencé à m'inquiéter lorsqu'en consultation j'ai vu un, puis deux, puis dix enfants qui venaient se faire soigner le ventre vide, sans avoir pris aucun repas la veille», raconte Nikita Kanakis, président de la branche grecque de Médecins du monde. Il y a une dizaine d'années, l'ONG française avait ouvert une antenne en Grèce pour répondre à l'afflux aussi soudain que massif d'immigrés clandestins sans ressources. *«Depuis un an, ce sont les Grecs qui viennent nous voir. Des gens de la classe moyenne qui, en perdant leurs droits sociaux, n'ont plus droit à l'hôpital public. Et depuis six mois, nous distribuons aussi de la nourriture comme dans les*

pays du tiers-monde, constate le docteur Kanakis, qui s'interroge. Le problème de la dette est réel mais jusqu'où peuvent aller les exigences de Bruxelles, quand des enfants qui ne vivent qu'à trois heures d'avion de Paris ou Berlin ne peuvent plus de soigner ou se nourrir ?»

Diktats. Jeudi, une scène insolite s'est déroulée au cœur d'Athènes, sur la place Syntagma, juste en face du Parlement : des agriculteurs venus de Thèbes, à 83 km de la capitale, distribuent 50 tonnes de patates et d'oignons gratuitement. Annoncée à la télévision, la distribution tourne vite à l'émeute. Tout le monde se précipite sur les étals. A nouveau des disputes, des cris. *«On n'avait pas vu ça depuis l'Occupation»*, peste Andreas qui observe le spectacle à distance. L'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale avait provoqué une terrible famine qui reste dans toutes les mémoires.

Mais si le mot revient si souvent pour décrire le retour de la faim qui frappe les classes moyennes, c'est aussi en référence aux diktats de Bruxelles, et plus encore de Berlin. *«Tous les trois mois, on nous menace de faillite immédiate et on nous ordonne d'étrangler encore plus les plus pauvres. L'argent qu'on nous promet ? Ce sont des prêts qui ne servent qu'à rembourser nos créanciers !»* s'exclame Andreas.

Employé dans une entreprise maritime, il rit en évoquant l'éventualité de supprimer les treizième et quatorzième mois des salariés du privé. Comme beaucoup d'employeurs, le sien ne lui verse aucun salaire depuis des mois. *«Les patrons invoquent la crise pour éviter de payer leurs employés»*, se plaint-il. Puis, se tournant vers l'ancien Palais royal qui abrite le Parlement, il ajoute : *«Ici, il y a 300 crétiens qui suivent un gouvernement non élu par le peuple. Est-ce qu'ils ont diminué leur train de vie ? Les fonctionnaires de l'Assemblée touchent toujours seize mois de salaires et personne à Bruxelles ne s'en préoccupe.»*

«Laboratoire». Loin d'avoir, comme en Italie, provoqué un sursaut national face à la crise, Loukas Papademos, le Premier ministre «technocrate» nommé en novembre, brille surtout par son silence. Alors que le pays négocie à nouveau sa survie en promettant de nouvelles mesures de rigueur, la seule interview qu'il a accordée était destinée au... *New York Times*. Andreas en est persuadé : *«Nous vivons sous une dictature économique. Et la Grèce est le laboratoire où l'on teste la résistance des peuples. Après nous, ce sera le tour des autres pays d'Europe. Il n'y aura plus de classe moyenne.»*

Source: Libération

<http://www.politique-actu.com/dossier/famine-grece-avait-grece-depuis-occupation/354003/#.VsLme0QRw3A.facebook>